

De gemachtigde eigenaar in de zin van artikel 11 of de gemachtigde coöperatieve vennootschap in de zin van artikel 14 en de pachter kunnen een clause sluiten die voorziet in de beperking van of het verbod op gebruik niet-natuurlijke parasietenbestrijdingsmiddelen voor de dieren die aanwezig zijn op de percelen van blijvend weiland erkend als weiland met een hoge biologische waarde.

Onderafdeling 5. — Clausules m.b.t het verbod op drainage en alle andere vormen van saneringsvormen

Art. 25. De openbare verpachter of daarmee gelijkgesteld en de pachter kunnen een clause sluiten waarin in het algemeen wordt bepaald dat geen drainage- of saneringspraktijken op het gehuurde perceel mogen worden toegepast die een bedreiging zouden vormen voor de kwantiteit en de kwaliteit van het water of die de toestand van het hydrografisch net zouden wijzigen, wanneer bedoeld perceel zich in de dichtbijgelegen of afgelegen voorkomingsgebieden bepaald in artikel R.156, § 1, tweede en derde lid, van boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt en wanneer een verplicht bestek voor de exploitatie van het perceel in acht moet worden genomen.

Art. 26. De openbare verpachter of daarmee gelijkgesteld en de pachter kunnen een clause sluiten die voorziet in het verbod op drainage van de percelen en in het bijzonder van de vochtige gebieden, tenzij de verpachter vooraf schriftelijke toestemming heeft gegeven.

Art. 27. De openbare verpachter of daarmee gelijkgesteld en de pachter kunnen een clause sluiten waarin wordt bepaald dat seizoensgebonden overstromingen van de grond niet worden voorkomen.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 28. Treden in werking op 1 januari 2020:

1° de artikelen 19 en 34 van het decreet van 2 mei 2019 tot wijziging van verscheidene wetgevingen inzake pacht;

2° artikel 35, derde lid, van afdeling 3 ("Regels betreffende de pacht in het bijzonder"), van Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, van het Burgerlijk Wetboek, zoals gewijzigd bij artikel 27 van het decreet van 2 mei 2019 tot wijziging van verscheidene wetgevingen inzake pacht;

3° dit besluit.

Art. 29. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juni 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/15077]

20 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les modalités de mise sous bail à ferme des biens ruraux appartenant à des propriétaires publics

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code civil, Livre III, Titre VIII, Chapitre II, Section 3 : Des règles particulières aux baux à ferme, l'article 18, remplacé par le décret du 2 mai 2019 ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 20 ;

Vu le décret du 2 mai 2019 modifiant diverses législations en matière de bail à ferme, l'article 55, alinéa 2, 2° ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 20 mars 2019 ;

Vu le rapport du 21 mars 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, en date du 21 mars 2019 ;

Vu l'avis n° 66.122/2 du Conseil d'État, donné le 4 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le bien : le bien appartenant à un propriétaire public mis en location sous bail à ferme ;

2° la demande unique : la demande unique au sens de l'article D.3, 13°, du Code wallon de l'Agriculture ;

3° l'exploitation : l'ensemble des unités de production, situées sur le territoire géographique de l'Union européenne, gérées de façon autonome par un soumissionnaire ;

4° la loi sur le bail à ferme : la Section 3 « Des règles particulières aux baux à ferme » du Livre III, Titre VIII, Chapitre II, du Code civil ;

5° le Ministre : le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions ;

6° la superficie agricole utilisée : la superficie consacrée à la production agricole reprenant la superficie cadastrale de l'exploitation du soumissionnaire dont on déduit la superficie des bâtiments, des cours, des chemins et des terres vaines ;

7° la superficie maximale de rentabilité : la limite supérieure à la superficie de l'exploitation agricole du bailleur au-delà de laquelle lorsque le preneur exerce la profession agricole à titre principal le juge peut refuser un congé conformément à l'article 12, § 7, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi sur le bail à ferme ;

8° la superficie minimale de rentabilité : la limite inférieure à la superficie de l'exploitation agricole du preneur en-deçà de laquelle lorsque le preneur exerce la profession agricole à titre principal le juge peut refuser un congé conformément à l'article 12, § 7, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi sur le bail à ferme ;

9° l'unité de production : l'unité de production au sens de l'article D. 3, 35°, du Code wallon de l'Agriculture.

Art. 2. Les calculs de durées, délais et âges prévus dans le présent arrêté ont comme point de référence la date limite de réception des soumissions par le propriétaire public.

Art. 3. L'avis de mise en location prévu à l'article 18, § 2, alinéa 4, 1°, de la loi sur le bail à ferme contient au minimum :

1° la désignation cadastrale des parcelles telle que reprise sur l'extrait de la matrice cadastrale et mentionnant au minimum :

- a) la région agricole ;
- b) la commune ;
- c) la division ;
- d) la section ;
- e) le numéro parcellaire ;
- f) la contenance ;
- g) s'il est repris le nom de la rue ou le lieu-dit ;

2° l'identité du propriétaire public du bien ;

3° la référence au cahier des charges applicable à la procédure de mise sous bail à ferme et les modalités de consultation et d'obtention d'un exemplaire de celui-ci ;

4° les modalités de remise des soumissions en ce compris la date et l'heure limites auxquelles ces dernières sont réceptionnées par le propriétaire public ;

5° le type de bail proposé par le pouvoir public.

Art. 4. Le Ministre peut arrêter le modèle-type de cahier des charges à valeur indicative visé à l'article 18, § 2, alinéa 4, 2°, de la loi sur le bail à ferme.

Le cahier des charges inclut des critères d'exclusion sur base desquels un soumissionnaire peut être exclu et des critères d'attribution soumis à pondération.

Art. 5. § 1^{er}. Pour être retenu, tout candidat à la location d'un bien répond aux trois critères suivants :

1° le soumissionnaire est titulaire d'un certificat d'étude ou d'un diplôme à orientation agricole tel que visé à l'article 35, alinéa 4, de la loi sur le bail à ferme ou justifie d'une expérience d'au moins un an en tant qu'exploitant agricole au cours des cinq dernières années ;

2° la superficie agricole utilisée du soumissionnaire est inférieure ou égale à la superficie maximale de rentabilité ;

3° le soumissionnaire satisfait aux obligations prévues par les législations et réglementations sociales, fiscales et environnementales qui régissent l'exercice de son activité agricole, à savoir :

- a) n'a pas été sanctionné du fait d'une infraction environnementale de première catégorie telle que définie par la partie VIII du livre I^{er} du Code de l'Environnement ;
- b) n'a pas été sanctionné du fait d'une infraction environnementale de deuxième, troisième ou quatrième catégorie telle que définie par la partie VIII du livre I^{er} du Code de l'Environnement en lien avec son activité agricole durant les trois dernières années ou durant les cinq dernières années en cas de récidive ;
- c) est en règle de paiement de cotisations sociales et de toute dette envers l'Administration générale de la fiscalité et envers le propriétaire public sauf soit :
 - (1) lorsque le montant impayé ne dépasse pas 3000 euros ;
 - (2) lorsque le soumissionnaire peut démontrer qu'il possède à l'égard de l'Administration générale de la fiscalité ou du propriétaire du bien une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers. Ces créances s'élèvent au moins à un montant égal à celui pour lequel il est en retard de paiement. Ce dernier montant est diminué de 3000 euros.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, lorsque la soumission émane d'une société simple, seul un des membres de la société simple est tenu de répondre à ce critère.

Lorsque la soumission émane d'un autre type de société, le critère est rempli dès qu'un des administrateurs y répond.

§ 2. Le simple fait d'introduire la soumission constitue une déclaration implicite sur l'honneur du soumissionnaire qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion prévus au paragraphe 1^{er}.

Sauf disposition contraire dans le cahier des charges, l'application de la déclaration implicite visée à l'alinéa 1^{er} vaut uniquement pour les documents ou certificats relatifs aux situations d'exclusions qui sont gratuitement accessibles pour le propriétaire public. Pour les éléments qui ne relèvent pas de la déclaration implicite, pour faire la preuve du respect des critères prévus au paragraphe 1^{er}, le soumissionnaire fournit les documents suivants :

1° une copie soit:

- a) du certificat d'étude ou du diplôme à orientation agricole visé au paragraphe 1^{er}, 1° ;
- b) de la convention de reprise ;
- c) du contrat de travail ;
- d) de l'affiliation à une caisse d'assurance sociale mentionnant la date d'installation en qualité d'agriculteur ;

2° une copie par extrait de la dernière demande unique reprenant ses données d'identification ainsi que les données relatives aux parcelles qu'il exploite, en ce compris toutes les images représentant celles-ci ou, s'il n'introduit pas de demande unique, une cartographie de son exploitation accompagnée d'une copie des baux, des actes de propriété ou de tout autre type de document qui porte sur les parcelles qu'il exploite, ou à défaut une attestation sur l'honneur répertoriant les terres qu'il exploite ;

3° un extrait de casier judiciaire ;

4° une déclaration sur l'honneur datée de moins d'un mois et signée par le soumissionnaire attestant qu'il n'a pas reçu d'amende du fait du non-respect des législations environnementales en lien avec son activité agricole conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, a) et b) ;

5° une copie des attestations des administrations sociales et fiscales pertinentes datées de moins de six mois.

§ 3. Le propriétaire public peut vérifier le respect du critère prévu au paragraphe 1^{er}, 3°, b, via la demande prévue à l'article D.163, alinéa 7, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

Art. 6. Tout cahier des charges utilisé à l'occasion de la mise en location d'un bien contient au minimum les quatre critères d'attribution suivants :

1° l'âge du soumissionnaire ;

2° la superficie agricole utilisée de l'exploitation par rapport à la superficie minimale et à la superficie maximale de rentabilité ;

3° la proximité de l'exploitation par rapport au bien ;

4° la superficie de terres appartenant à tout propriétaire public exploitée par le soumissionnaire.

Art. 7. § 1^{er}. L'âge du soumissionnaire visé à l'article 6, 1°, est renseigné par lui dans la soumission et vérifié par le propriétaire public auprès du registre national des personnes physiques ou attesté grâce à la fourniture par le soumissionnaire de la copie sa carte d'identité lorsque le propriétaire public n'a pas accès au registre national des personnes physiques.

Lorsque la soumission émane d'une société simple, seul l'âge du plus jeune membre de la société simple remplissant les conditions de l'article 5 est pris en compte.

Lorsque la soumission émane d'une société, seul l'âge du plus jeune administrateur remplissant les conditions de l'article 5 est pris en compte.

§ 2. La cotation attribuée au critère « âge du soumissionnaire » varie selon que le soumissionnaire est âgé :

1° de moins de trente-cinq ans ;

2° de trente-cinq ans à moins de quarante et un ans ;

3° de quarante et un ans et plus.

Art. 8. § 1^{er}. La superficie agricole utilisée de l'exploitation visée à l'article 6, 2°, est attestée grâce à la fourniture par le soumissionnaire de la copie par extrait de la dernière demande unique reprenant ses données d'identification ainsi que les données relatives aux parcelles qu'il exploite, en ce compris toutes les images représentant celles-ci ou, s'il n'introduit pas de demande unique, une cartographie de son exploitation accompagnée d'une copie des baux, des actes de propriété ou de tout autre type de document qui porte sur les parcelles qu'il exploite, ou à défaut une attestation sur l'honneur répertoriant les terres qu'il exploite.

§ 2. La cotation attribuée au critère « superficie agricole utilisée par rapport à la superficie minimale et à la superficie maximale de rentabilité » varie selon que la superficie agricole utilisée du soumissionnaire avant la location du bien est :

1° inférieure ou égale à la superficie minimale de rentabilité ;

2° supérieure à la superficie minimale de rentabilité et inférieure ou égale à la superficie maximale de rentabilité.

La cotation est majorée d'un nombre fixe de points si la superficie agricole utilisée du soumissionnaire augmentée de la superficie du bien à attribuer reste inférieure à la superficie minimale de rentabilité.

§ 3. Pour l'application du paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2°, l'attribution d'une cotation est obtenue sur base de la fonction linéaire et continue entre la superficie minimale de rentabilité et la superficie maximale de rentabilité qui lie la superficie agricole utilisée avant la location du bien et le nombre de points dévolus au critère.

Le nombre maximum de points est attribué au soumissionnaire qui exploite une superficie agricole utilisée avant location du bien inférieure ou égale à la superficie minimale de rentabilité.

Aucun point n'est attribué au soumissionnaire qui exploite une superficie agricole utilisée avant location du bien égale à la superficie maximale de rentabilité.

Art. 9. § 1^{er}. La proximité de l'exploitation par rapport au bien visée à l'article 6, 3°, est attestée grâce à la fourniture par le soumissionnaire à de la copie par extrait de la dernière demande unique reprenant ses données d'identification ainsi que les données relatives aux parcelles qu'il exploite, en ce compris toutes les images représentant celles-ci ou, s'il n'introduit pas de demande unique, une cartographie de son exploitation accompagnée d'une copie des baux, des actes de propriété ou de tout autre type de document qui porte sur les parcelles qu'il exploite, ou à défaut une attestation sur l'honneur répertoriant les terres qu'il exploite.

§ 2. La cotation attribuée au critère « proximité de l'exploitation par rapport au bien » résulte de l'addition des cotations attribuées aux deux sous-critères suivants :

1° la distance la plus courte entre la limite de la parcelle exploitée par le soumissionnaire la plus proche du bien et la limite du bien ;

2° la distance la plus courte entre l'adresse de l'unité de production du soumissionnaire la plus proche du bien et la limite du bien.

§ 3. Pour l'application du paragraphe 2, 1°, l'attribution d'une cotation à ce sous-critère est obtenue sur base de la fonction linéaire et continue qui lie la distance la plus courte entre la limite de la parcelle exploitée par le soumissionnaire la plus proche du bien et la limite du bien et le nombre de points dévolus au critère.

Le nombre maximum de points est attribué au soumissionnaire qui exploite la parcelle la plus proche du bien.

Aucun point n'est attribué au soumissionnaire qui exploite la parcelle la plus éloignée du bien.

§ 4. Pour l'application du paragraphe 2, 2°, l'attribution d'une cotation à ce sous-critère est obtenue sur base de la fonction linéaire et continue qui lie la distance la plus courte entre l'adresse de l'unité de production du soumissionnaire la plus proche du bien et la limite du bien et le nombre de points dévolus au critère.

Le nombre maximum de points est attribué au soumissionnaire dont l'adresse de l'unité de production est la plus proche du bien.

Aucun point n'est attribué au soumissionnaire dont l'adresse de l'unité de production est la plus éloignée du bien.

Art. 10. § 1^{er}. La superficie de terres appartenant à tout propriétaire public exploitée par le soumissionnaire visée à l'article 6, 4°, est attestée grâce à la fourniture par le soumissionnaire d'une copie des baux en cours portant sur des terres appartenant à un propriétaire public.

§ 2. La cotation attribuée au critère « superficie de terres appartenant à un propriétaire public exploitée par le soumissionnaire » résulte de l'addition des cotations attribuées aux quatre sous-critères suivants :

1° la superficie agricole utilisée sans tenir compte de la superficie du bien à attribuer ;

2° la superficie totale des biens appartenant à tout propriétaire public exploitée par le soumissionnaire sans tenir compte de la superficie du bien à attribuer ;

3° la part, exprimée en pourcents, de la superficie des biens appartenant à un propriétaire public exploitée par le soumissionnaire sans tenir compte de la superficie du bien à attribuer dans la superficie agricole utilisée du soumissionnaire ;

4° la part, exprimée en pourcents, de la superficie des biens appartenant à un propriétaire public exploitée par le soumissionnaire en tenant compte du bien à attribuer dans la superficie agricole utilisée du soumissionnaire.

§ 3. Pour l'application du paragraphe 2, 1°, l'attribution d'une cotation à ce sous-critère est obtenue sur base de la fonction linéaire et continue qui lie la superficie agricole utilisée sans tenir compte du bien à attribuer et le nombre de points dévolus au critère.

Le nombre maximum de points est attribué au soumissionnaire dont la superficie agricole utilisée sans tenir compte du bien à attribuer est la plus petite.

Aucun point n'est attribué au soumissionnaire dont la superficie agricole utilisée sans tenir compte du bien à attribuer est la plus grande.

§ 4. Pour l'application du paragraphe 2, 2°, l'attribution d'une cotation à ce sous-critère est obtenue sur base de la fonction linéaire et continue qui lie la superficie totale des biens appartenant à un propriétaire public exploitée par le soumissionnaire avant la location du bien et le nombre de points dévolus au critère.

Le nombre maximum de points est attribué au soumissionnaire dont la superficie totale des biens appartenant à un propriétaire public exploitée par le soumissionnaire sans tenir compte de la superficie du bien à attribuer est la plus petite.

Aucun point n'est attribué au soumissionnaire dont la superficie totale des biens appartenant à un propriétaire public déjà exploitée sans tenir compte de la superficie du bien à attribuer est la plus grande.

§ 5. Pour l'application du paragraphe 2, 3°, l'attribution d'une cotation à ce sous-critère est obtenue sur base de la fonction linéaire et continue qui lie le pourcentage de la superficie des biens appartenant à un propriétaire public exploitée par le soumissionnaire sans tenir compte de la superficie du bien à attribuer par rapport à la superficie agricole utilisée du soumissionnaire et le nombre de points dévolus au critère.

Le nombre maximum de points est attribué au soumissionnaire dont le pourcentage de la superficie des biens appartenant à un propriétaire public exploitée par le soumissionnaire sans tenir compte de la superficie du bien à attribuer par rapport à la superficie agricole utilisée du soumissionnaire est le plus petit.

Aucun point n'est attribué au soumissionnaire dont le pourcentage de la superficie des biens appartenant à un propriétaire public exploitée par le soumissionnaire sans tenir compte de la superficie du bien à attribuer par rapport à la superficie agricole utilisée du soumissionnaire est le plus grand.

§ 6. Pour l'application du paragraphe 2, 4°, l'attribution d'une cotation à ce sous-critère est obtenue sur base de la fonction linéaire et continue qui lie le pourcentage de la superficie des biens appartenant à un propriétaire public exploitée par le soumissionnaire en tenant compte de la superficie du bien à attribuer par rapport à la superficie agricole utilisée du soumissionnaire et le nombre de points dévolus au critère.

Le nombre maximum de points est attribué au soumissionnaire dont le pourcentage de la superficie des biens appartenant à un propriétaire public exploitée par le soumissionnaire en tenant compte de la superficie du bien à attribuer par rapport à la superficie agricole utilisée du soumissionnaire est le plus petit.

Aucun point n'est attribué au soumissionnaire dont le pourcentage de la superficie des biens appartenant à un propriétaire public exploitée par le soumissionnaire en tenant compte de la superficie du bien à attribuer par rapport à la superficie agricole utilisée du soumissionnaire est le plus grand.

Art. 11. Le nombre de points attribué aux critères des articles 6 à 10 est défini dans l'annexe.

Lorsque des critères complémentaires sont insérés dans le cahier des charges par les pouvoirs publics, la pondération des critères d'attribution prévu dans le présent arrêté représente au minimum cinquante pourcents des points à attribuer et les critères complémentaires comptent chacun pour vingt points maximum.

En cas de résultat à décimales, l'arrondi se fait au dixième supérieur si le chiffre précédant le dixième est supérieur ou égal à cinq, et au dixième inférieur si le chiffre précédant le dixième est inférieur à cinq.

Art. 12. En exécution du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, les données à caractère personnel collectées sur la base des articles 5, § 2, et 7 à 10, sont traitées par le propriétaire public du bien qui en est le responsable du traitement, exclusivement afin d'évaluer les critères visés aux articles 5, § 1^{er}, et 6, et d'en attester la preuve.

Les données sont conservées par le propriétaire public du bien pour une durée de dix ans.

Art. 13. Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020 :

1° l'article 17 du décret du 2 mai 2019 modifiant diverses législations en matière de bail à ferme ;

2° le présent arrêté.

Art. 14. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juin 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

Annexe. — Attribution des points aux critères définis à l'article 6

1. Age du soumissionnaire	
Variation du critère	Nombre de points attribués
Inférieur à 35 ans	40
Entre 35 et 40 ans inclus	32
Supérieur ou égal à 41 ans	0

2. Superficie agricole utilisée ci-après dénommée SAU, par rapport à la superficie minimale de rentabilité, ci-après dénommée SmR et à la superficie maximale de rentabilité, ci-après dénommée SMR	
Variation du critère	Nombre de points attribués
SAU hors superficie du bien < SmR	16
SmR < SAU hors superficie du bien ≤ SMR	A pondérer suivant l'article 8, § 3
SAU augmentée de la superficie du bien < SmR	Majoration de 4 points

3. Proximité de l'exploitation par rapport au bien - additionner 3.1. et 3.2.	
<i>3.1. Distance par rapport à la limite de la parcelle la plus proche</i>	
Variation du sous-critère	Nombre de points attribués
La plus courte	10
La plus longue	0
Situation intermédiaire	À pondérer suivant article 9, § 3
<i>3.2. Distance par rapport à l'adresse de l'unité d'exploitation</i>	
Variation du sous-critère	Nombre de points attribués
La plus courte	10
La plus longue	0
Situation intermédiaire	À pondérer suivant article 9, § 4

4. Distribution des biens appartenant à un propriétaire public – additionner 4.1. et 4.2.	
<i>4.1. Sans tenir compte de la superficie du bien à attribuer - additionner 4.1.1., 4.1.2. et 4.1.3.</i>	
4.1.1. Variation du sous-critère	Nombre de points attribués
SAU initiale la plus faible	4
SAU initiale la plus élevée	0
Situations intermédiaires	À pondérer suivant article 10, § 3
4.1.2. Variation du sous-critère	Nombre de points attribués
Nombre d'hectares de biens appartenant à un propriétaire public le plus faible	4
Nombre d'hectares appartenant à un propriétaire public le plus élevé	0
Situations intermédiaires	À pondérer suivant article 10, § 4
4.1.3. Variation du sous-critère	Nombre de points attribués
Pourcentage d'hectares de biens appartenant à un propriétaire public le plus faible	4
Pourcentage d'hectares de biens appartenant à un propriétaire public le plus élevé	0
Situations intermédiaires	À pondérer suivant article 10, § 5

4. Distribution des biens appartenant à un propriétaire public – additionner 4.1. et 4.2.	
4.2. En tenant compte de la superficie du bien à attribuer	
Variation du sous-critère	Nombre de points attribués
Pourcentage de biens appartenant à un propriétaire public le plus faible	8
Pourcentage de biens appartenant à un propriétaire public le plus élevé	0
Situations intermédiaires	À pondérer suivant article 10, § 6

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2019 fixant les modalités de mise sous bail à ferme des biens ruraux appartenant à des propriétaires publics.

Namur, le 20 juin 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/15077]

20. JUNI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Modalitäten für die Verpachtung im Rahmen eines Landpachtvertrags von ländlichen Gütern, die öffentlichen Eigentümern gehören

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Zivilgesetzbuches, Buch III Titel VIII Kapitel II Abschnitt 3 : Besondere Regeln über die Landpachtverträge, Artikel 18, ersetzt durch das Dekret vom 2. Mai 2019;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 2. Mai 2019 zur Abänderung verschiedener Rechtsvorschriften über den Landpachtvertrag, Artikel 55 Absatz 2 Ziffer 2;

Aufgrund der am 20. März 2019 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 21. März 2019, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 21. März 2019;

Aufgrund des am 4. Juni 2019 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 66.122/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Begriffsbestimmungen:

1° Gut: das Gut, das einem öffentlichen Eigentümer gehört, und im Rahmen eines Landpachtvertrags verpachtet wird;

2° Sammelantrag: der Sammelantrag im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 13 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

3° Betrieb: die gesamten Produktionseinheiten, die sich auf dem geografischen Gebiet der Europäischen Union befinden, und von einem Submittenten autonom betrieben werden;

4° Gesetz über den Landpachtvertrag: der Abschnitt 3 "Besondere Regeln über die Landpachtverträge" von Buch III Titel VIII Kapitel II des Zivilgesetzbuches;

5° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

6° landwirtschaftlich genutzte Fläche: die zur landwirtschaftlichen Produktion dienende Fläche, die die Katasterfläche des Betriebs des Submittenten abzüglich der Fläche der Gebäude, Höfe, Wege und unfruchtbaren Böden umfasst;

7° maximale Rentabilitätsfläche: der Grenzwert, der oberhalb der Fläche des landwirtschaftlichen Betriebs des Verpächters liegt, über den hinaus, wenn der Pächter seinen Hauptberuf in der Landwirtschaft hat, der Richter gemäß Artikel 12 § 7 Absatz 1 Ziffer 1 des Gesetzes über den Landpachtvertrag eine Kündigung verweigern kann;

8° minimale Rentabilitätsfläche: der Grenzwert, der unterhalb der Fläche des landwirtschaftlichen Betriebs des Pächters liegt, unter dem, wenn der Pächter seinen Hauptberuf in der Landwirtschaft hat, der Richter gemäß Artikel 12 § 7 Absatz 1 Ziffer 2 des Gesetzes über den Landpachtvertrag eine Kündigung verweigern kann;

9° Produktionseinheit: die Produktionseinheit im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 35 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft.

Art. 2 - Bei der Berechnung von in vorliegendem Dekret erwähnten Dauern, Fristen und Altersangaben gilt als Bezugspunkt der Schlussstermin für den Eingang der Submissionen bei dem öffentlichen Eigentümer.

Art. 3 - Die Bekanntmachung über die Verpachtung nach Artikel 18 § 2 Absatz 4 Ziffer 1 des Gesetzes über den Landpachtvertrag umfasst mindestens die folgenden Angaben:

1° die Katasterbezeichnung der Parzellen laut dem Auszug aus der Katasterheberolle, die mindestens die folgenden Angaben enthält:

- a) das landwirtschaftliche Gebiet;
- b) die Gemeinde;
- c) die Gemarkung;
- d) die Flur;
- e) die Parzellennummer;
- f) den Inhalt;
- g) ggf. den Namen der Straße, oder den Flurnamen, wenn diese Angaben angeführt sind;

2° die Angaben zum öffentlichen Eigentümer des Gutes;

3° die Bezugnahme auf das Lastenheft, das auf die Verpachtung im Rahmen eines Landpachtvertrags anwendbar ist, und die Modalitäten für die Einsichtnahme in das und das Erhalten eines Exemplars des Lastenhefts;

4° die Modalitäten für das Einreichen der Submissionen einschließlich des Schlusstermins (Stichtag und Uhrzeit) für deren Eingang beim öffentlichen Eigentümer;

5° die Art des von der öffentlichen Behörde vorgeschlagenen Pachtvertrags.

Art. 4 - Der Minister kann das informative Musterlastenheft nach Artikel 18 § 2 Absatz 4 Ziffer 2 des Gesetzes über den Landpachtvertrag festlegen.

Das Lastenheft enthält Ausschlusskriterien, auf deren Grundlage ein Submittent ausgeschlossen werden kann, sowie Zuschlagskriterien, die einer Gewichtung unterliegen.

Art. 5 - § 1. Um in Betracht gezogen zu werden, muss jeder Anwärter für das Pachten eines Gutes den folgenden drei Kriterien genügen:

1° der Submittent besitzt ein Studienzeugnis oder ein Diplom in einem landwirtschaftlichen Fach nach Artikel 35 Absatz 4 des Gesetzes über den Landpachtvertrag oder kann eine Erfahrung von mindestens einem Jahr im Laufe der letzten fünf Jahre als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber nachweisen;

2° die landwirtschaftlich genutzte Fläche des Submittenten ist kleiner als oder gleich der maximalen Rentabilitätsfläche;

3° der Submittent genügt den in den sozialen, steuerrechtlichen und umweltrechtlichen Rechtsvorschriften und Regelungen, die für die Ausübung seiner landwirtschaftlichen Aktivität gelten, vorgesehenen Verpflichtungen, nl.

- a) er ist nicht wegen eines Umweltverstoßes der ersten Kategorie im Sinne von Buch I Teil VIII des Umweltgesetzbuches bestraft worden;
- b) er ist nicht wegen eines Umweltverstoßes der zweiten, dritten oder vierten Kategorie im Sinne von Buch I Teil VIII des Umweltgesetzbuches in Verbindung mit seiner landwirtschaftlichen Tätigkeit im Laufe der letzten drei Jahre, oder der letzten fünf Jahre bei einem Wiederholungsfall, bestraft worden;
- c) er hat seine gesamten Sozialbeiträge und alle Schulden gegenüber der Generalverwaltung Steuerwesen und dem öffentlichen Eigentümer bezahlt, außer
 - (1) entweder wenn der ungezahlte Betrag 3000 Euro nicht überschreitet;
 - (2) oder wenn der Submittent nachweisen kann, dass er gegenüber der Generalverwaltung Steuerwesen und dem Eigentümer des Gutes eine oder mehrere unbestrittene und fällige Forderungen besitzt, die frei von jeglicher Verpflichtung gegenüber Dritten sind. Diese Forderungen belaufen sich mindestens auf einen Betrag, der demjenigen seines Zahlungsverzugs entspricht. Der letztgenannte Betrag wird um 3000 Euro verringert.

Zwecks der Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 muss nur ein Mitglied einer einfachen Gesellschaft diesem Kriterium genügen.

Wenn die Submission von einer anderen Art von Gesellschaft ausgeht, gilt dieses Kriterium als erfüllt, wenn nur einer der Verwalter ihm genügt.

§ 2. Die bloße Tatsache, dass er die Submission einreicht, stellt eine implizite ehrenwörtliche Erklärung des Submittenten dar, dass er sich nicht in einer der in Paragraph 1 vorgesehenen Ausschlussituationen befindet.

Sofern es in vorliegendem Erlass keine anderslautende Bestimmung gibt, gilt die Anwendung der impliziten Erklärung nach Absatz 1 nur für die Dokumente oder Bescheinigungen in Bezug auf die Ausschlussituationen, zu denen der öffentliche Eigentümer kostenlos Zugang hat. Für alle Elemente, für die die implizite Erklärung nicht zutrifft, reicht der Submittent die folgenden Dokumente ein, um den in Paragraph 1 vorgesehenen Kriterien zu genügen:

1° eine Kopie,

- a) entweder des Studienzeugnisses oder des Diploms in einem landwirtschaftlichen Fach nach Paragraph 1 Ziffer 1;
- b) oder der Übernahmevereinbarung;
- c) oder des Arbeitsvertrags;
- d) oder der Mitgliedschaft bei einer Sozialversicherungskasse mit Angabe des Datums des Anfangs der Aktivität als Landwirt;

2° eine Kopie durch Auszug des letzten Sammelantrags mit allen Identifikationsangaben sowie den Angaben in Bezug auf die von ihm bewirtschafteten Parzellen, einschließlich aller Bilder, die diese Parzellen darstellen, oder wenn er keinen Sammelantrag einreicht, eine Kartographie seines Betriebs mit einer Kopie der Pachtverträge, der Besitzurkunden oder sonstigen Dokumente in Bezug auf die von ihm bewirtschafteten Parzellen, oder mangels dessen eine ehrenwörtliche Erklärung mit der Auflistung aller Flächen, die er bewirtschaftet;

3° einen Auszug aus dem Strafregister;

4° eine vom Submittenten unterschriebene, weniger als einen Monat alte ehrenwörtliche Erklärung zur Bescheinigung dessen, dass er keine Geldbuße wegen der Nichtbeachtung der Umweltgesetzgebung in Verbindung mit seiner landwirtschaftlichen Tätigkeit gemäß Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3 Buchstaben *a)* und *b)* erhalten hat;

5° eine Abschrift der weniger als sechs Monate alten relevanten Bescheinigungen der Sozial- und Steuerverwaltungen.

§ 3. Der öffentliche Eigentümer darf mittels des in Artikel D.163 Absatz 7 des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Antrags die Einhaltung des in Paragraph 1 Ziffer 3 Buchstabe *b)* vorgesehenen Kriteriums prüfen.

Art. 6 - Jedes Lastenheft, das anlässlich der Verpachtung eines Gutes benutzt wird, enthält mindestens die vier folgenden Vergabekriterien:

1° das Alter des Submittenten;

2° die landwirtschaftlich genutzte Fläche des Betriebs im Verhältnis zur minimalen und maximalen Rentabilitätsfläche;

3° die Nähe des Betriebs im Verhältnis zum Gut;

4° die Größe der vom Submittenten bewirtschafteten Flächen, die einem öffentlichen Eigentümer gehören.

Art. 7 - § 1. Das in Artikel 6 Ziffer 1 erwähnte Alter des Submittenten wird von ihm in der Submission angegeben und vom öffentlichen Eigentümer beim Nationalregister der natürlichen Personen geprüft oder durch die Tatsache bescheinigt, dass der Submittent eine Kopie seines Ausweises übergibt, wenn der Eigentümer keinen Zugang zum Nationalregister der natürlichen Personen hat.

Wenn die Submission von einer einfachen Gesellschaft ausgeht, wird nur das Alter des jüngsten Mitglieds der einfachen Gesellschaft, das den Bedingungen von Artikel 5 genügt, berücksichtigt.

Wenn die Submission von einer einfachen Gesellschaft ausgeht, wird nur das Alter des jüngsten Mitglieds der einfachen Gesellschaft, das den Bedingungen von Artikel 5 genügt, berücksichtigt.

§ 2. Die Notierung für das Kriterium "Alter des Submittenten" schwankt, je nachdem, ob der Submittent

1° jünger als fünfunddreißig Jahre ist;

2° fünfunddreißig bis weniger als einundvierzig Jahre alt ist;

3° einundvierzig Jahre oder älter ist.

Art. 8 - § 1. Die landwirtschaftlich genutzte Fläche des Betriebs im Sinne von Artikel 6 Ziffer 2 wird durch die Übermittlung durch den Submittenten der Kopie durch Auszug des letzten Sammelantrags bescheinigt, in dem seine Identifikationsangaben sowie die Daten in Bezug auf die Parzellen, die er bewirtschaftet, angeführt sind, einschließlich aller Bilder, die Letztere darstellen, oder, wenn er keinen Sammelantrag einreicht, einer Kartographie seines Betriebs mit einer Kopie der Pachtverträge, der Besitzurkunden oder sonstigen Dokumente in Bezug auf die von ihm bewirtschafteten Parzellen, oder mangels dessen einer ehrenwörtlichen Erklärung mit der Auflistung aller Flächen, die er bewirtschaftet.

§ 2. Die Notierung für das Kriterium "landwirtschaftlich genutzte Fläche des Betriebs im Verhältnis zur minimalen und maximalen Rentabilitätsfläche" schwankt, je nachdem die landwirtschaftlich genutzte Fläche des Submittenten vor der Verpachtung des Gutes

1° kleiner als oder gleich der minimalen Rentabilitätsfläche ist;

2° größer als die minimale Rentabilitätsfläche und kleiner als oder gleich der maximalen Rentabilitätsfläche ist.

Die Notierung wird um eine feste Anzahl Punkte erhöht, wenn die landwirtschaftlich genutzte Fläche des Submittenten zuzüglich der Fläche des zu vergebenden Gutes unterhalb der minimalen Rentabilitätsfläche bleibt.

§ 3. Zwecks der Anwendung von Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 2 ergibt sich die Zuteilung einer Notierung auf der Grundlage der linearen und stetigen Funktion zwischen der minimalen Rentabilitätsfläche und der maximalen Rentabilitätsfläche, die die landwirtschaftlich genutzte Fläche vor der Verpachtung des Gutes mit der Anzahl Punkte für das Kriterium verbindet.

Die höchste Anzahl Punkte wird dem Submittenten zugeteilt, der eine vor der Verpachtung des Gutes landwirtschaftlich genutzte Fläche bewirtschaftet, die die minimale Rentabilitätsfläche nicht übertrifft.

Kein Punkt wird dem Submittenten zugeteilt, der eine vor der Verpachtung des Gutes landwirtschaftlich genutzte Fläche bewirtschaftet, die die maximale Rentabilitätsfläche erreicht.

Art. 9 - § 1. Die Nähe des Betriebs zum Gut nach Artikel 6 Ziffer 3 wird durch die Übermittlung durch den Submittenten der Kopie durch Auszug des letzten Sammelantrags bescheinigt, in dem seine Identifikationsangaben sowie die Daten in Bezug auf die Parzellen, die er bewirtschaftet, angeführt sind, einschließlich aller Bilder, die Letztere darstellen, oder, wenn er keinen Sammelantrag einreicht, einer Kartographie seines Betriebs mit einer Kopie der Pachtverträge, der Besitzurkunden oder sonstigen Dokumente in Bezug auf die von ihm bewirtschafteten Parzellen, oder mangels dessen einer ehrenwörtlichen Erklärung mit der Auflistung aller Flächen, die er bewirtschaftet.

§ 2. Die Notierung für das Kriterium "Nähe des Betriebs zum Gut" ergibt sich aus der Addierung der Notierungen für die beiden folgenden Unterkriterien:

1° der kürzeste Abstand zwischen der Grenze der vom Submittenten bewirtschafteten Parzelle, die sich am nächsten zu dem Gut befindet, und der Grenze des Gutes; 2° der kürzeste Abstand zwischen der Anschrift der Produktionseinheit des Submittenten, die sich am nächsten zu dem Gut befindet, und der Grenze des Gutes. § 3. Zwecks der Anwendung von Paragraph 2 Ziffer 1 ergibt sich die Zuteilung einer Notierung für dieses Unterkriterium auf der Grundlage der linearen und stetigen Funktion, die den kürzesten Abstand zwischen der Grenze der vom Submittenten bewirtschafteten Fläche, die sich am nächsten zu dem Gut befindet, und der Grenze des Gutes, mit der Anzahl Punkte für das Kriterium verbindet. Die höchste Anzahl Punkte wird dem Submittenten zugeteilt, der die Parzelle bewirtschaftet, die sich am nächsten zum Gut befindet. Kein Punkt wird dem Submittenten zugeteilt, der die Parzelle bewirtschaftet, die sich am weitesten vom Gut befindet.

§ 4. Zwecks der Anwendung von Paragraph 2 Ziffer 2 ergibt sich die Zuteilung einer Notierung für dieses Unterkriterium auf der Grundlage der linearen und stetigen Funktion, die den kürzesten Abstand zwischen der Anschrift der Produktionseinheit des Submittenten, die sich am nächsten zu dem Gut befindet, und der Grenze des Gutes, mit der Anzahl Punkte für das Kriterium verbindet.

Die höchste Anzahl Punkte wird dem Submittenten zugeteilt, dessen Anschrift der Produktionseinheit sich am nächsten zum Gut befindet.

Kein Punkt wird dem Submittenten zugeteilt, dessen Anschrift der Produktionseinheit sich am weitesten vom Gut befindet.

Art. 10 - § 1. Die Größe der vom Submittenten bewirtschafteten Flächen, die einem öffentlichen Eigentümer gehören, im Sinne von Artikel 6 Ziffer 4, wird durch die Übermittlung durch den Submittenten einer Kopie der laufenden Pachtverträge in Bezug auf die einem öffentlichen Eigentümer gehörenden Flächen bescheinigt.

§ 2. Die Notierung für das Kriterium "Größe der vom Submittenten bewirtschafteten Flächen, die einem öffentlichen Eigentümer gehören" ergibt sich aus der Addierung der Notierungen für die folgenden vier Unterkriterien:

1° die landwirtschaftlich genutzte Fläche, ohne die Fläche des zu vergebenden Guts zu berücksichtigen;

2° die Gesamtfläche der Güter, die irgendeinem öffentlichen Eigentümer gehören und vom Submittenten bewirtschaftet werden, ohne die Fläche des zu vergebenden Guts zu berücksichtigen;

3° der in Prozent ausgedrückte Anteil der Fläche der Güter, die einem öffentlichen Eigentümer gehören und vom Submittenten bewirtschaftet werden, ohne die Fläche des zu vergebenden Guts zu berücksichtigen, in der vom Submittenten landwirtschaftlich genutzten Fläche;

4° der in Prozent ausgedrückte Anteil der Fläche der Güter, die einem öffentlichen Eigentümer gehören und vom Submittenten bewirtschaftet werden, unter Berücksichtigung der Fläche des zu vergebenden Guts, in der vom Submittenten landwirtschaftlich genutzten Fläche.

§ 3. Zwecks der Anwendung von Paragraph 2 Ziffer 1 ergibt sich die Zuteilung einer Notierung für dieses Unterkriterium auf der Grundlage der linearen und stetigen Funktion, die die landwirtschaftlich genutzte Fläche, ohne das zu vergebende Gut zu berücksichtigen, mit der Anzahl Punkte für das Kriterium verbindet.

Die höchste Anzahl Punkte wird dem Submittenten zugeteilt, dessen landwirtschaftlich genutzte Fläche, ohne das zu vergebende Gut zu berücksichtigen, die kleinste ist.

Kein Punkt wird dem Submittenten zugeteilt, dessen landwirtschaftlich genutzte Fläche, ohne das zu vergebende Gut zu berücksichtigen, die größte ist.

§ 4. Zwecks der Anwendung von Paragraph 2 Ziffer 2 ergibt sich die Zuteilung einer Notierung für dieses Unterkriterium auf der Grundlage der linearen und stetigen Funktion, die die Gesamtfläche der Güter, die einem öffentlichen Eigentümer gehören und vor der Verpachtung des Gutes vom Submittenten bewirtschaftet werden, mit der Anzahl Punkte für das Kriterium verbindet.

Die höchste Anzahl Punkte wird dem Submittenten zugeteilt, dessen Gesamtfläche der Güter, die einem öffentlichen Eigentümer gehören und vom Submittenten bewirtschaftet werden, ohne die Fläche des zu vergebenden Guts zu berücksichtigen, die kleinste ist.

Kein Punkt wird dem Submittenten zugeteilt, dessen Gesamtfläche der Güter, die einem öffentlichen Eigentümer gehören und bereits bewirtschaftet werden, ohne die Fläche des zu vergebenden Guts zu berücksichtigen, die größte ist.

§ 5. Zwecks der Anwendung von Paragraph 2 Ziffer 3 ergibt sich die Zuteilung einer Notierung für dieses Unterkriterium auf der Grundlage der linearen und stetigen Funktion, die den Prozentsatz der Fläche der Güter, die einem öffentlichen Eigentümer gehören und vom Submittenten bewirtschaftet werden, ohne die Fläche des zu vergebenden Gutes zu berücksichtigen, im Verhältnis zu der vom Submittenten landwirtschaftlich genutzten Fläche, mit der Anzahl Punkte für das Kriterium verbindet.

Die höchste Anzahl Punkte wird dem Submittenten zugeteilt, dessen Prozentsatz der Fläche der Güter, die einem öffentlichen Eigentümer gehören und vom Submittenten bewirtschaftet werden, ohne die Fläche des zu vergebenden Guts zu berücksichtigen, im Verhältnis zu der vom Submittenten landwirtschaftlich genutzten Fläche, der kleinste ist.

Kein Punkt wird dem Submittenten zugeteilt, dessen Prozentsatz der Fläche der Güter, die einem öffentlichen Eigentümer gehören und vom Submittenten bewirtschaftet werden, ohne die Fläche des zu vergebenden Guts zu berücksichtigen, im Verhältnis zu der vom Submittenten landwirtschaftlich genutzten Fläche, der größte ist.

§ 6. Zwecks der Anwendung von Paragraph 2 Ziffer 4 ergibt sich die Zuteilung einer Notierung für dieses Unterkriterium auf der Grundlage der linearen und stetigen Funktion, die den Prozentsatz der Fläche der Güter, die einem öffentlichen Eigentümer gehören und vom Submittenten bewirtschaftet werden, unter Berücksichtigung der Fläche des zu vergebenden Gutes, im Verhältnis mit der vom Submittenten landwirtschaftlich genutzten Fläche, mit der Anzahl Punkte für das Kriterium verbindet.

Die höchste Anzahl Punkte wird dem Submittenten zugeteilt, dessen Prozentsatz der Fläche der Güter, die einem öffentlichen Eigentümer gehören und vom Submittenten bewirtschaftet werden, unter Berücksichtigung des zu vergebenden Guts, im Verhältnis zu der vom Submittenten landwirtschaftlich genutzten Fläche, der kleinste ist.

Kein Punkt wird dem Submittenten zugeteilt, dessen Prozentsatz der Fläche der Güter, die einem öffentlichen Eigentümer gehören und vom Submittenten bewirtschaftet werden, unter Berücksichtigung des zu vergebenden Guts, im Verhältnis zu der vom Submittenten landwirtschaftlich genutzten Fläche, der größte ist.

Art. 11 - Die Anzahl Punkte für die in den Artikeln 6 bis 10 genannten Kriterien wird in dem Anhang bestimmt.

Wenn die öffentlichen Behörden zusätzliche Kriterien in das Lastenheft einfügen, stellt die Gewichtung der Zuteilungskriterien nach vorliegendem Erlass mindestens fünfzig Prozent der zu vergebenden Punkte dar, wobei jedes der zusätzlichen Kriterien höchstens zwanzig Punkte darstellt.

Wenn das Ergebnis Dezimalen aufweist, wird es auf das höhere Zehntel aufgerundet, wenn die Zahl vor dem Zehntel gleich oder höher als fünf ist; ansonsten wird es auf das untere Zehntel abgerundet.

Art. 12 - In Ausführung der Verordnung 2016/679/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr, und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG, werden die in Ausführung der Artikel 5 § 2 und 7 bis 10 gesammelten, personenbezogenen Daten vom öffentlichen Eigentümer des Gutes, der die für die Behandlung dieser Daten verantwortliche Person ist, nur zum Zwecke der Bewertung der in den Artikeln 5 § 1 und 6 genannten Kriterien und zu deren Nachweis verarbeitet.

Die Daten werden vom öffentlichen Eigentümer des Gutes während einer Dauer von zehn Jahren aufbewahrt.

Art. 13 - Am 1. Januar 2020 treten in Kraft:

1° Artikel 17 des Dekrets vom 2. Mai 2019 zur Abänderung verschiedener Rechtsvorschriften über den Landpachtvertrag;

2° der vorliegende Erlass.

Art. 14 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Juni 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Anhang Zuteilung der Punkte für die in Artikel 6 bestimmten Kriterien

1. Alter des Submittenten	
Schwankung des Kriteriums	Anzahl zugeteilter Punkte
Unter 35 Jahren	40
Zwischen 35 und 40 Jahren einschließlich	32
41 Jahre oder älter	0

2. Landwirtschaftlich genutzte Fläche (nachstehend mit "LGF" abgekürzt) im Verhältnis zur minimalen Rentabilitätsfläche (nachstehend mit "mRF" abgekürzt) und zur maximalen Rentabilitätsfläche (nachstehend mit "MRF" abgekürzt)	
Schwankung des Kriteriums	Anzahl zugeteilter Punkte
LGF außer der Fläche des Gutes < mRF	16
mRF < LGF außer der Fläche des Gutes ≤ MRF	Gemäß Artikel 8 § 3 zu gewichten
LGF zuzüglich der Fläche des Gutes < mRF	Erhöhung um 4 Punkte

3. Nähe des Betriebs im Verhältnis zum Gut – 3.1 und 3.2 addieren	
3.1. Abstand bis zur Grenze der nächsten Parzelle	
Schwankung des Unterkriteriums	Anzahl zugeteilter Punkte
Kürzester Abstand	10
Längster Abstand	0
Dazwischen	Gemäß Artikel 9 § 3 zu gewichten
3.2. Abstand bis zur Anschrift der Produktionseinheit	
Schwankung des Unterkriteriums	Anzahl zugeteilter Punkte
Kürzester Abstand	10
Längster Abstand	0
Dazwischen	Gemäß Artikel 9 § 4 zu gewichten

4. Verteilung der Güter, die einem öffentlichen Eigentümer gehören – 4.1 und 4.2 addieren	
4.1. Ohne die Fläche des zu vergebenden Gutes zu berücksichtigen - 4.1.1., 4.1.2. und 4.1.3 addieren	
4.1.1. Schwankung des Unterkriteriums	Anzahl zugeteilter Punkte
Die kleinste ursprüngliche LGF	4
Die größte ursprüngliche LGF	0
Dazwischen	Gemäß Artikel 10 § 3 zu gewichten
4.1.2. Schwankung des Unterkriteriums	Anzahl zugeteilter Punkte
Die kleinste Hektargröße der einem öffentlichen Eigentümer gehörenden Güter	4
Die größte Hektargröße der einem öffentlichen Eigentümer gehörenden Güter	0
Dazwischen	Gemäß Artikel 10 § 4 zu gewichten
4.1.3. Schwankung des Unterkriteriums	Anzahl zugeteilter Punkte
Der kleinste Prozentsatz Hektar der einem öffentlichen Eigentümer gehörenden Güter	4

4. Verteilung der Güter, die einem öffentlichen Eigentümer gehören – 4.1 und 4.2 addieren	
Der größte Prozentsatz Hektar der einem öffentlichen Eigentümer gehörenden Güter	0
Dazwischen	Gemäß Artikel 10 § 5 zu gewichten
4.2. Unter Berücksichtigung der Fläche des zu vergebenden Gutes	
Schwankung des Unterkriteriums	Anzahl zugeteilter Punkte
Der kleinste Prozentsatz der einem öffentlichen Eigentümer gehörenden Güter	8
Der größte Prozentsatz der einem öffentlichen Eigentümer gehörenden Güter	0
Dazwischen	Gemäß Artikel 10 § 6 zu gewichten

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juni 2019 zur Festlegung der Modalitäten für die Verpachtung von ländlichen Gütern, die öffentlichen Eigentümern gehören, als Anhang beigefügt zu werden.
Namur, den 20. Juni 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/15077]

20 JUNI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de modaliteiten voor het verpachten van de landeigendommen van openbare eigenaars

De Waalse Regering,

Gelet op het Burgerlijk Wetboek, Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, Afdeling 3: Regels betreffende de pacht in het bijzonder, artikel 18, vervangen bij het decreet van 2 mei 2019;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het decreet van 2 mei 2019 tot wijziging van verschillende wetgevingen inzake pacht, artikel 55, tweede lid, 2°;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 20 maart 2019 ;

Gelet op het rapport van 21 maart 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het besluit van 11 april 2014 tot uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de Federale Overheid van 21 maart 2019;

Gelet op het advies nr. 65.122/2 van de Raad van State, gegeven op 4 juni 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het goed: het goed dat eigendom is van een openbare eigenaar en dat op grond van een pachtovereenkomst wordt verhuurd;

2° de eenmalige aanvraag: de eenmalige aanvraag in de zin van artikel D.3, 13°, van het Waalse Landbouwwetboek;

3° het bedrijf: het geheel van de productie-eenheden gelegen op het geografische grondgebied van de Europese Unie, in zelfstandig beheer van een inschrijver;

4° de pachtwet: de afdeling 3 “Regels betreffende de pacht in het bijzonder” van Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, van het Burgerlijk Wetboek;

5° de Minister: de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft;

6° gebruikte landbouwoppervlakte: de voor de landbouwproductie gebruikte oppervlakte, rekening houdend met de kadastrale oppervlakte van het bedrijf van de inschrijver, verminderd met de oppervlakte van gebouwen, binnenplaatsen, wegen en braakliggende grond;

7° maximale rentabiliteitsoppervlakte : de bovengrens van de oppervlakte van het landbouwbedrijf van de verhuurder waarboven de rechter, wanneer de pachter zijn hoofdberoep in de landbouw heeft, de opzegging kan weigeren overeenkomstig artikel 12, § 7, eerste lid, 1° van de pachtwet;

8° minimale rentabiliteitsoppervlakte : de ondergrens van de oppervlakte van het landbouwbedrijf van de verhuurder beneden welke de rechter, wanneer de pachter zijn hoofdberoep in de landbouw heeft, de opzegging kan weigeren overeenkomstig artikel 12, § 7, eerste lid, 1° van de pachtwet;

9° productie-eenheid: de productie-eenheid in de zin van artikel D.3, 35°, van het Waalse Landbouwwetboek.

Art. 2. De in dit besluit bepaalde duur, termijnen en leeftijden worden berekend op basis van de uiterste datum voor de ontvangst van de inschrijvingen door de openbare eigenaar.

Art. 3. Het advies van verpachting bedoeld in artikel 18, § 2, vierde lid, 1°, van de pachtwet bevat ten minste de volgende gegevens:

1° de kadastrale aanduiding van de percelen zoals vermeld op het uittreksel uit de kadastrale legger en met vermelding van ten minste :

- a) het landbouwgebied;
- b) de gemeente;
- c) de afdeling;
- d) de sectie;
- e) het nummer van het perceel;
- f) de oppervlakte ;
- g) indien de straatnaam of plaatsnaam wordt vermeld;

2° de identiteit van de openbare eigenaar van het goed;

3° de verwijzing naar het bestek die van toepassing is op de procedure van verpachting en de modaliteiten voor de raadpleging en het verkrijgen van een kopie van het bestek;

4° de modaliteiten voor het indienen van inschrijvingen, met inbegrip van de uiterste datum en tijd waarbinnen de openbare eigenaar de inschrijvingen moet hebben ontvangen.

5° het type pachtcontract dat door de overheid wordt voorgesteld.

Art. 4. De Minister kan het typemodel van bestek ten indicatieve titel bedoeld in artikel 18, § 2, vierde lid, 2°, van de pachtwet, vastleggen.

Het bestek bevat uitsluitingscriteria op grond waarvan een inschrijver kan worden uitgesloten en gunningscriteria die worden gewogen.

Art. 5. § 1. Om geselecteerd te worden, moet elke kandidaat voor de huur van een goed aan de volgende drie criteria voldoen:

1° de inschrijver is in het bezit van een studiegetuigschrift of een diploma met landbouworientatie als bedoeld in artikel 35, lid 4, van de pachtwet of beschikt over ten minste één jaar ervaring als landbouwer gedurende de laatste vijf jaar;

2° de gebruikte landbouwoppervlakte van de inschrijver is kleiner dan of gelijk aan de maximale rentabiliteitsoppervlakte;

3° de inschrijver voldoet aan de verplichtingen die voortvloeien uit de sociale, fiscale en milieuwetgeving en -regelgeving inzake de uitoefening van zijn landbouwactiviteit, namelijk:

- a) geen sanctie is opgelegd voor een milieuovertreding van eerste categorie zoals omschreven in deel VIII van boek I van het Milieuwetboek;
- b) niet is bestraft voor een milieuovertreding van eerste, tweede, derde of vierde categorie zoals omschreven in deel VIII van boek I van het Milieuwetboek met betrekking tot zijn landbouwactiviteit gedurende de laatste drie jaar of gedurende de laatste vijf jaar in het geval van een recidive;
- c) staat bekend om de betaling van de sociale bijdragen en alle schulden aan de Algemene Administratie van de Fiscaliteit en aan de publieke eigenaar, met uitzondering van het volgende:
 - (1) wanneer het niet-betaalde bedrag niet hoger is dan 3000 euro;
 - (2) indien de inschrijver kan aantonen dat hij t.o.v de Algemene Administratie van de Fiscaliteit of de eigenaar van het goed een of meerdere zekere en opeisbare schuldvorderingen heeft en vrij is van enige verplichting jegens derden. Deze schuldvorderingen bedragen ten minste een bedrag dat gelijk is aan het bedrag waarvoor hij een betalingsachterstand heeft. Dit laatste bedrag wordt verminderd met 3000 euro.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, is, wanneer de inschrijving wordt ingediend door een gewone vennootschap, slechts één van de leden van de gewone vennootschap vereist om aan dit criterium te voldoen.

Wanneer het inschrijvingsvoorstel afkomstig is van een ander type vennootschap, is aan het criterium voldaan zodra een van de bestuurders aan het criterium voldoet.

§ 2. Het loutere feit van de indiening van de inschrijving vormt een impliciete verklaring op erewoord dat de inschrijver niet in een van de in lid 1 bedoelde uitsluitingsgevallen verkeert.

Tenzij in het bestek anders is bepaald, is de toepassing van de in de eerste alinea bedoelde impliciete verklaring alleen van toepassing op documenten of certificaten betreffende uitsluitingssituaties die vrij toegankelijk zijn voor de openbare eigenaar. Voor elementen die niet onder de impliciete verklaring vallen, verstrekt de inschrijver de volgende documenten om aan te tonen dat aan de in lid 1 genoemde criteria is voldaan:

1° een afschrift hetzij:

- a) van het studiegetuigschrift of van het diploma met landbouworientatie bedoeld in paragraaf 1, 1;
- b) van de overname-overeenkomst ;
- c) van de arbeidsovereenkomst;
- d) van de aansluiting bij een Sociale Verzekeringskas met vermelding van de datum van installatie als landbouwer;

2° een afschrift per uittreksel van de laatste eenmalige aanvraag met zijn identificatiegegevens en de gegevens betreffende de percelen die hij exploiteert, met inbegrip van alle afbeeldingen van die percelen, of, indien hij geen eenmalige aanvraag indient, een cartografie van zijn bedrijf, vergezeld van een kopie van de pachtovereenkomsten, eigendomstitels of enig ander document dat betrekking heeft op de percelen die hij exploiteert of, bij ontstentenis daarvan, een verklaring op erewoord met vermelding van de gronden die hij exploiteert;

3° een uittreksel uit het strafregister;

4° een verklaring op erewoord van minder dan een maand, ondertekend door de inschrijver, dat hij geen boete heeft ontvangen wegens niet-naleving van de milieuwetgeving met betrekking tot zijn landbouwactiviteit overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, 3°, a) en b);

5° een afschrift van de attesten van de bevoegde sociale en fiscale administraties van minder dan zes maanden geleden.

§ 3. De openbare eigenaar kan de naleving van het criterium voorzien in paragraaf 1, 3°, b, controleren door middel van de aanvraag voorzien in artikel D.163, lid 7, van Boek I van het Milieuwetboek.

Art. 6. Alle bij de verpachting van een goed gebruikt bestek bevat ten minste de volgende vier gunningscriteria:

1° de leeftijd van de inschrijver;

2° de gebruikte landbouwoppervlakte van het bedrijf ten opzichte van de minimale en de maximale rentabiliteitsoppervlakte;

3° de nabijheid van het bedrijf bij het goed;

4° de oppervlakte van de grond die eigendom is van eender welke openbare eigenaar die door de inschrijver wordt geëxploiteerd.

Art. 7. § 1. De leeftijd van de in artikel 6, 1°, bedoelde inschrijver wordt door hem in de inschrijving vermeld en door de openbare eigenaar geverifieerd door middel van het Rijksregister van natuurlijke personen of door de inschrijver bevestigd door een afschrift van zijn identiteitskaart wanneer de openbare eigenaar geen toegang heeft tot het Rijksregister van natuurlijke personen.

Wanneer de inschrijving afkomstig is van een gewone vennootschap, wordt alleen de leeftijd van het jongste lid van de gewone vennootschap die aan de voorwaarden van artikel 5 voldoet, in aanmerking genomen.

Wanneer de inschrijving afkomstig is van een vennootschap, wordt alleen de leeftijd van de jongste bestuurder die aan de voorwaarden van artikel 5 voldoet, in aanmerking genomen.

§ 2. De beoordeling die wordt toegekend aan het criterium "leeftijd van de inschrijver" varieert naargelang de leeftijd van de inschrijver:

1° jonger dan 35 jaar;

2° van vijfendertig jaar oud tot minder dan eenenveertig jaar oud;

3° van eenenveertig jaar en ouder.

Art. 8. § 1. De gebruikte landbouwoppervlakte bedoeld in artikel 6, 2°, wordt bevestigd dankzij het verschaffen door de inschrijver van het afschrift per uittreksel van de laatste eenmalige aanvraag met zijn identificatiegegevens en de gegevens betreffende de percelen die hij exploiteert, met inbegrip van alle afbeeldingen van die percelen, of, indien hij geen eenmalige aanvraag indient, een cartografie van zijn bedrijf, vergezeld van een kopie van de pachtovereenkomsten, eigendomstitels of enig ander document dat betrekking heeft op de percelen die hij exploiteert of, bij ontstentenis daarvan, een verklaring op erewoord met vermelding van de gronden die hij exploiteert

§ 2. De beoordeling die wordt toegekend aan het criterium "gebruikte landbouwoppervlakte ten opzichte van de minimale en de maximale rentabiliteitsoppervlakte" varieert naargelang de gebruikte landbouwoppervlakte van de inschrijver voor de verhuring van het goed:

1° minder dan of gelijk is aan de minimale rentabiliteitsoppervlakte;

2° groter is dan de minimale rentabiliteitsoppervlakte en kleiner dan of gelijk is aan de maximale rentabiliteitsoppervlakte.

De beoordeling wordt verhoogd met een vast aantal punten indien de gebruikte landbouwoppervlakte van de inschrijver plus de oppervlakte van het toe te kennen goed onder de minimale rentabiliteitsoppervlakte blijft.

§ 3. Voor de toepassing van paragraaf 2, eerste lid, 2°, wordt de toewijzing van een beoordeling verkregen op basis van de lineaire en continue functie tussen de minimale rentabiliteitsoppervlakte en de maximale rentabiliteitsoppervlakte die het verband legt tussen de vóór de verhuur van het goed gebruikte landbouwgrond en het aantal punten dat aan het criterium is toegekend.

Het maximumaantal punten wordt toegekend aan de inschrijver die een gebruikte landbouwoppervlakte exploiteert voor het verhuren van het goed en dat niet groter is dan de minimale rentabiliteitsoppervlakte.

Er wordt geen punt toegekend aan de inschrijver die een gebruikte landbouwoppervlakte exploiteert voor het verhuren van het goed en dat gelijk is aan de maximale rentabiliteitsoppervlakte.

Art. 9. § 1. De nabijheid van het bedrijf t.o.v. het goed bedoeld in artikel 6, 3°, wordt bevestigd dankzij het verschaffen door de inschrijver van het afschrift per uittreksel van de laatste eenmalige aanvraag met zijn identificatiegegevens en de gegevens betreffende de percelen die hij exploiteert, met inbegrip van alle afbeeldingen van die percelen, of, indien hij geen eenmalige aanvraag indient, een cartografie van zijn bedrijf, vergezeld van een kopie van de pachtovereenkomsten, eigendomstitels of enig ander document dat betrekking heeft op de percelen die hij exploiteert of, bij ontstentenis daarvan, een verklaring op erewoord met vermelding van de gronden die hij exploiteert

§ 2. De beoordeling toegekend aan het criterium "nabijheid van het bedrijf t.o.v. het goed" is de som van de beoordelingen die worden toegekend aan de volgende twee subcriteria:

1° de kortste afstand tussen de grens van het perceel dat door de inschrijver wordt geëxploiteerd en die het dichtst bij het goed staat en de grens van het goed;

2° de kortste afstand tussen het adres van de productie-eenheid van de inschrijver die zich het dichtst bij het goed bevindt en de grens van het goed.

§ 3. Voor de toepassing van paragraaf 2, 1°, wordt de toekenning van een beoordeling aan dit subcriterium verkregen op basis van de lineaire en continue functie die de kortste afstand tussen de grens van het perceel dat door de inschrijver wordt geëxploiteerd dat het dichtst bij het goed is gelegen en de grens van het goed verbindt met het aantal punten die aan dit criterium is toegekend.

Het maximale aantal punten wordt toegekend aan de inschrijver die het perceel dat het dichtst bij het goed ligt, exploiteert.

Er worden geen punten toegekend aan de inschrijver die het perceel het verste van het goed exploiteert.

§ 4. Voor de toepassing van paragraaf 2, 2°, wordt de toekenning van een beoordeling aan dit subcriterium verkregen op basis van de lineaire en continue functie die de kortste afstand tussen het adres van de productie-eenheid van de inschrijver die het dichtst bij het goed is gelegen en de grens van het goed verbindt met het aantal punten die aan dit criterium is toegekend.

Het maximaal aantal punten wordt toegekend aan de inschrijver wiens adres van de productie-eenheid het dichtst bij het goed ligt.

Er worden geen punten toegekend aan de inschrijver wiens adres van de productie-eenheid het verst van het goed verwijderd is.

Art. 10. § 1. De oppervlakte van de grond die toebehoort aan een openbare eigenaar die wordt geëxploiteerd door de inschrijver bedoeld in artikel 6, 4°, wordt bevestigd door de inschrijver die een afschrift van de lopende pachtovereenkomsten op gronden die toebehoorden aan een openbare eigenaar, verstrekt.

§ 2. De beoordeling die wordt toegekend aan het criterium "oppervlakte grond die toebehoort aan een openbare eigenaar die door de inschrijver wordt geëxploiteerd" is het resultaat van de toevoeging van de beoordelingen die aan de volgende vier subcriteria worden toegekend:

1° de gebruikte landbouwoppervlakte zonder rekening te houden met de oppervlakte van het toe te wijzen goed;

2° de totale oppervlakte van het goed dat eigendom is van een openbare eigenaar die door de inschrijver wordt geëxploiteerd, zonder rekening te houden met de oppervlakte van het toe te wijzen goed;

3° het procentuele aandeel van de oppervlakte van de goederen van een openbare eigenaar die door de inschrijver wordt geëxploiteerd, zonder rekening te houden met de oppervlakte van het goed dat in de gebruikte landbouwoppervlakte van de inschrijver wordt toegewezen;

4° het procentuele aandeel van de oppervlakte van de goederen van een openbare eigenaar die door de inschrijver wordt geëxploiteerd, rekening houdend met het toe te kennen goed in de gebruikte landbouwoppervlakte van de inschrijver;

§ 3. Voor de toepassing van lid 2, punt 1, wordt de toekenning van een beoordeling aan dit subcriterium verkregen op basis van de lineaire en continue functie die de gebruikte landbouwoppervlakte met elkaar verbindt, zonder rekening te houden met het toe te kennen goed en het aantal punten dat aan het criterium is toegekend.

Het maximaal aantal punten wordt toegekend aan de inschrijver wiens gebruikte landbouwoppervlakte, zonder rekening te houden met het toe te kennen goed, het kleinst is

Er worden geen punten toegekend aan de inschrijver wiens landbouwoppervlakte, zonder rekening te houden met het toe te kennen goed, het grootst is.

§ 4. Voor de toepassing van lid 2, 2°, wordt de toekenning van een beoordeling aan dit subcriterium verkregen op basis van de lineaire en continue functie die de totale oppervlakte van het goed dat eigendom is van een openbare eigenaar die door de inschrijver wordt geëxploiteerd vóór de verhuur van het goed en het aantal punten die aan dit criterium wordt toegekend, verbindt.

2° Het maximaal aantal punten wordt toegekend aan de inschrijver wiens totale oppervlakte van goederen die eigendom zijn van een openbare eigenaar die door de inschrijver wordt geëxploiteerd zonder rekening te houden met de oppervlakte van het toe te wijzen goed, het kleinst is.

2° Er worden geen punten toegekend aan de inschrijver wiens totale oppervlakte van de goederen die eigendom zijn van een openbare eigenaar en reeds geëxploiteerd worden zonder rekening te houden met de oppervlakte van het toe te wijzen goed, de grootste is.

§ 5. Voor de toepassing van paragraaf 2, 3°, wordt de toekenning van een beoordeling aan dit subcriterium verkregen op basis van de lineaire en continue functie die het percentage van de oppervlakte van het goed dat eigendom is van een openbare eigenaar dat door de inschrijver wordt geëxploiteerd zonder dat rekening wordt gehouden met de oppervlakte van het goed dat zal worden toegewezen in verhouding tot de gebruikte landbouwoppervlakte van de inschrijver en het aantal punten dat wordt toegekend aan dit criterium, verbindt.

Het maximaal aantal punten wordt toegekend aan de inschrijver wiens percentage van de oppervlakte van het goed dat eigendom is van een openbare eigenaar dat door de inschrijver wordt geëxploiteerd zonder rekening te houden met de oppervlakte van het toe te wijzen goed in verhouding tot de gebruikte landbouwoppervlakte van de inschrijver, het kleinst is.

Er worden geen punten toegekend aan de inschrijver wiens percentage van de oppervlakte van het goed dat eigendom is van een openbare eigenaar dat door de inschrijver wordt geëxploiteerd zonder rekening te houden met de oppervlakte van het toe te wijzen goed in verhouding tot de gebruikte landbouwoppervlakte van de inschrijver, het grootste is.

§ 6. Voor de toepassing van paragraaf 2, 4°, wordt de toekenning van een beoordeling aan dit subcriterium verkregen op basis van de lineaire en continue functie die het percentage van de oppervlakte van het goed dat eigendom is van een openbare eigenaar dat door de inschrijver wordt geëxploiteerd, rekening houdend met de oppervlakte van het goed dat zal worden toegewezen in verhouding tot de gebruikte landbouwoppervlakte van de inschrijver en het aantal punten dat wordt toegekend aan dit criterium, verbindt.

Het maximaal aantal punten wordt toegekend aan de inschrijver wiens percentage van de oppervlakte van het goed dat eigendom is van een openbare eigenaar dat door de inschrijver wordt geëxploiteerd rekening houdend met de oppervlakte van het toe te wijzen goed in verhouding tot de gebruikte landbouwoppervlakte van de inschrijver, het kleinst is.

Er worden geen punten toegekend aan de inschrijver wiens percentage van de oppervlakte van het goed dat eigendom is van een openbare eigenaar dat door de inschrijver wordt geëxploiteerd rekening houdend met de oppervlakte van het toe te wijzen goed in verhouding tot de gebruikte landbouwoppervlakte van de inschrijver, het grootste is.

Art. 11. Het aantal punten toegekend aan de criteria van de artikelen 6 tot 10 wordt in de bijlage bepaald.

Wanneer in het bestek aanvullende criteria worden opgenomen door de overheid, bedraagt de weging van de gunningscriteria waarin dit besluit voorziet, ten minste vijftig procent van de te gunnen punten en tellen de aanvullende criteria elk mee voor maximaal twintig punten.

In het geval van een decimaal resultaat, gebeurt de afronding naar boven op de bovenste tiende als het cijfer voor de tiende groter is dan of gelijk is aan vijf, en naar beneden op de onderste tiende als het cijfer voor de tiende kleiner is dan vijf.

Art. 12. Ter uitvoering van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en het vrije verkeer van die gegevens, en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, worden de persoonsgegevens die op grond van de artikelen 5, § 2, en 7 tot 10 zijn ingezameld, door de openbare eigenaar van het goed, die als verantwoordelijke voor de verwerking optreedt, uitsluitend verwerkt met het oog op de beoordeling van de criteria bedoeld in de artikelen 5, § 1, en 6, en om het bewijs hiervan te bevestigen.

De gegevens worden door de openbare eigenaar van het goed gedurende een periode van tien jaar bewaard.

Art. 13. Treden in werking op 1 januari 2020 :

1° artikel 17 van het decreet van 2 mei 2019 tot wijziging van verschillende wetgevingen inzake pacht;

2° dit besluit.

Art. 14. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juni 2019.

Voor de Regering:

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

Bijlage. Toekenning van punten aan de criteria omschreven in artikel 6

1. Leeftijd van de inschrijver	
Variatie van het criterium	Aantal toegekende punten
Minder dan 35 jaar	40
Tussen 35 en 40 jaar inbegrepen	32
Ouder dan of gelijk aan 41 jaar	0

2. Gebruikte landbouwoppervlakte, hierna SAU genoemd, ten opzichte van de minimale rentabiliteitsoppervlakte, hierna SmR genoemd, en de maximale rentabiliteitsoppervlakte, hierna SMR genoemd.	
Variatie van het criterium	Aantal toegekende punten
SAU buiten de oppervlakte van het goed < SmR	16
SmR < SAU buiten de oppervlakte van het goed = SMR	In weging te nemen volgens artikel 8, § 3
SAU verhoogd met de oppervlakte van het goed < SmR	Verhoging met 4 punten

3. Nabijheid van het bedrijf t.o.v. het goed - 3.1. en 3.2. toevoegen	
3.1. Afstand tot de grens van het dichtstbijzijnde perceel	
Variatie van het subcriterium	Aantal toegekende punten
De kortste	10
De langste	0
Tussentijdse situatie	In weging te nemen volgens artikel 9, § 3
3.2. Afstand ten opzichte van het adres van de bedrijfseenheid	
Variatie van het subcriterium	Aantal toegekende punten
De kortste	10
De langste	0
Tussentijdse situatie	In weging te nemen volgens artikel 9, § 4

4. Utdeling van de goederen die tot een openbare eigenaar behoren - 4.1. en 4.2. toevoegen	
4.1. Zonder rekening te houden met de oppervlakte van het toe te kennen goed - 4.1.1., 4.1.2. en 4.1.3. toevoegen	
4.1.1. Variatie van het subcriterium	Aantal toegekende punten
Laagste initiële SAU	4
Hoogste initiële SAU	0
Tussentijdse situatie	In weging te nemen volgens artikel 10, § 3
4.1.2. Variatie van het subcriterium	Aantal toegekende punten
Aantal hectaren goed van de laagste openbare eigenaar	4
Aantal hectaren goed van de hoogste openbare eigenaar	0

4. Uitdeling van de goederen die tot een openbare eigenaar behoren - 4.1. en 4.2. toevoegen	
Tussentijdse situatie	In weging te nemen volgens artikel 10, § 4
4.1.3. Variatie van het subcriterium	Aantal toegekende punten
Percentage van het aantal hectaren van goederen van de laagste openbare eigenaar	4
Percentage van het aantal hectaren van goederen van de hoogste openbare eigenaar	0
Tussentijdse situatie	In weging te nemen volgens artikel 10, § 5
4.2. Rekening houdend met de oppervlakte van het toe te kennen goed	
Variatie van het subcriterium	Aantal toegekende punten
Percentage van het aantal goederen van de laagste openbare eigenaar	8
Percentage van het aantal goederen van de hoogste openbare eigenaar	0
Tussentijdse situatie	In weging te nemen volgens artikel 10, § 6

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juni 2019 tot vastlegging van de modaliteiten voor het verpachten van de landeigendommen van openbare eigenaars.

Namen, 20 juni 2019.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/15079]

20 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2019 précisant les modalités de fixation des superficies minimales et maximales de rentabilité

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code civil, Livre III, Titre VIII, Chapitre II, Section 3 : Des règles particulières aux baux à ferme, l'article 12, modifié par la loi du 7 juillet 1988, par la loi du 3 mai 2003, l'article 12, § 7, alinéas 3 et 7, remplacé par le décret du 2 mai 2019 ;

Vu le décret du 2 mai 2019 modifiant diverses législations en matière de bail à ferme, l'article 55, alinéa 2, 1° ;

Vu le rapport du 14 février 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, en date du 21 février 2019 ;

Vu l'avis n° 66.129/2 du Conseil d'État, donné le 4 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° la Direction générale Statistique : la Direction générale Statistique du Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie ;

2° l'orientation technico-économique principale : la classification des exploitations agricoles définie en fonction de l'importance relative des différentes productions de ces exploitations dans la production brute standard totale ;

3° la région agricole : la région agricole définie conformément à l'Arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2016 définissant les régions agricoles présentes sur le territoire de la Région wallonne ;

4° la région agricole provinciale : la zone d'une région agricole qui fait partie d'une même province ;

5° le revenu comparable : le salaire annuel brut moyen, en ce compris un treizième mois et un double pécule de vacances, pour un employé à temps-plein ;

6° le revenu du travail par hectare : le résultat économique de l'exploitation, après avoir couvert l'ensemble des charges réelles et des charges calculées sur les capitaux en propriété engagés par l'exploitant, à l'exception des salaires, rapporté à la superficie de l'exploitation ;

7° le Service : la Direction de l'Analyse Économique du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;

8° la superficie agricole utilisée : la superficie consacrée à la production agricole reprenant la superficie cadastrale de l'exploitation dont on déduit la superficie des bâtiments, des cours, des chemins et des terres vaines ;

9° l'unité de travail : une personne prestant 1.800 heures de travail par année dans une exploitation agricole.